



*Photo prise sur un bidonville de Montreuil, 93, Décembre 2022*

Les bidonvilles ont progressivement réapparu en France depuis 30 ans.

En 2022, sur l'hexagone et particulièrement en Ile de France, on dénombre de nombreux bidonvilles, logements de fortune, précaires et insalubres dans lesquels vivent des familles en situation de grande précarité.

Les accès à l'eau et à l'électricité sont souvent inexistants tout comme les sanitaires.

Alors que le froid est bien installé sur tout le pays, des systèmes de chauffage de fortune sont bricolés par les familles qui vivent dans des cabanes construites avec des matériaux de récupération à défaut d'une solution de logement plus digne.

De nombreux acteurs associatifs se retrouvent pour trouver des solutions autour des questions de logement, de scolarisation, d'accès à la santé et au travail pour aider ces familles à sortir de la précarité.

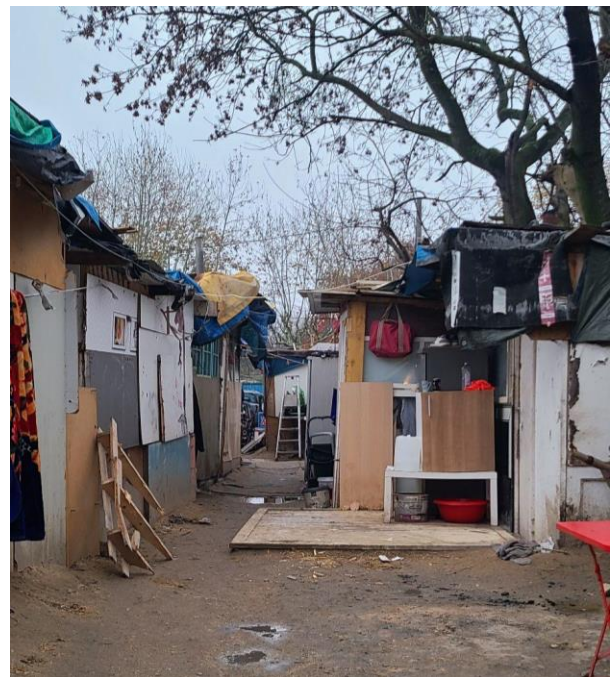
Les politiques se sont également emparées de la question et des objectifs de résorption de bidonvilles sont votés avec des budgets alloués pour aller vers la disparition de ces habitats précaires.

Mais nous constatons, en tant qu'acteurs de terrain, que la plupart des squats ou terrains sont expulsés sans aucune solution de relogement, augmentant encore la précarité des familles qui passent d'un bidonville à l'autre.

L'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels a dénombré 2078 expulsions entre novembre 2021 et octobre 2022. Dans 95% des cas, aucune solution n'a été proposée aux familles.

Après une expulsion, il faut tout recommencer. D'après le collectif "école pour tous" une expulsion entraîne 6 mois de déscolarisation.

Sans solution pérenne et digne d'habitation les parcours sont fragiles et les objectifs à atteindre paraissent inaccessibles.



*Photo prise sur un bidonville de Montreuil, 93, Décembre 2022*